

Gabriel Gagnon et Luc Martin
sociologues, département de sociologie, Université de Montréal
(1973)

“Conclusion. Le Québec des années 80”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon et Luc Martin, “*Conclusion. Le Québec des années ‘80’*”. Un article publié dans l’ouvrage Québec 1960-1980. La crise du développement. Matériaux pour une sociologie de la planification et de la participation. Textes choisis par Gabriel Gagnon et Luc Martin (pp. 491-500). Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1973, 500 pp.

MM. Gabriel Gagnon et Luc Martin son sociologues. Tous les deux enseignent la sociologie au département de sociologie de l’Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par M. Gabriel Gagnon, dimanche 28 mars 2004, de diffuser cet article, ainsi que plusieurs autres.]

lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 12 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



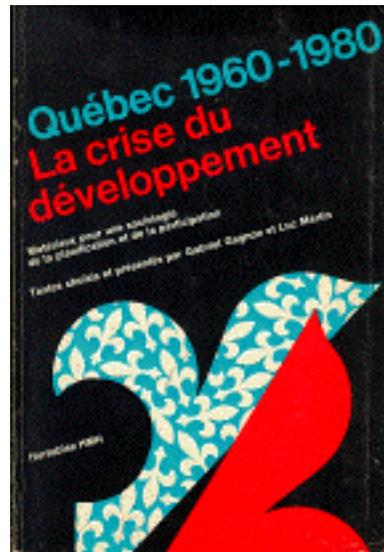
Table des matières

Introduction

1. La découverte de l'impérialisme
2. Participation sans planification
3. Autogestion et lutte des classes
4. Nouveaux défis
5. Vers une sociologie du développement

Gabriel Gagnon et Luc Martin
(sociologues, département de sociologie, Université de Montréal)

“Conclusion.
Le Québec des années ‘80”.



Un article publié dans l’ouvrage Québec 1960-1980. La crise du développement. Matériaux pour une sociologie de la planification et de la participation. Textes choisis par Gabriel Gagnon et Luc Martin (pp. 491-500). Montréal : Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1973, 500 pp.

Introduction

Si, après la lecture des textes réunis dans ce volume, on essaie de discerner les questions fondamentales posées par l'expérience québécoise de planification et de participation, on est amené à isoler un certain nombre de possibles entre lesquels notre société devra nécessairement choisir son futur immédiat et son avenir à plus long terme. Le texte final de Gérald Fortin nous en donne une première ébauche que nous essaierons de compléter en la précisant.

1 - La découverte de l'impérialisme.

[Retour à la table des matières](#)

Notre principale découverte au cours de la dernière décennie nous paraît être celle de l'insertion du Québec dans cet Empire économique américain si bien décrit par Julien et Magdoff ¹. À la suite de travaux effectués surtout au Canada anglais, le fondement économique de notre dépendance devient la toile de fond de tous les débats qui auparavant situaient au niveau du seul Québec tous les problèmes de planification ou de participation. C'est dans le texte de la C.S.N. que cette préoccupation, d'abord exprimée par *parti pris* dans des termes plus culturels, apparaît le mieux, rejoignant les analyses de ceux qui, dans le reste du pays, veulent bâtir un Canada indépendant et socialiste.

¹ Claude Julien, *L'Empire américain*, Grasset, 1968.
Harry Magdoff, *L'âge de l'impérialisme*, Maspéro, 1970.

À partir de là deux projets principaux se dessinent pour le Québec. Celui d'une intégration de plus en plus serrée à l'ensemble nord-américain est bien esquissé par le *Manifeste pour une politique fonctionnelle* et le rapport Higgins en montre les formes possibles de réalisation concrète. La dimension nationale, canadienne ou québécoise, est étrangement absente de ces textes pour qui toute idéologie explicite semble devoir céder le pas aux impératifs d'une croissance qu'ils croient mieux assurée par une acceptation inconditionnelle du modèle américain et de sa prépondérance ici. Le projet du Parti québécois suit une démarche tout à fait opposée. Parti de la dimension nationale, il retrouve, dans le dernier manifeste de son exécutif, la dimension économique que les nationalistes québécois avaient toujours eu coutume de négliger, sous l'influence de leur éducation et de leurs tentations messianiques.

Quant aux partisans de l'indépendance du Québec ou d'une stratégie purement québécoise de développement, ils font eux-mêmes face à un dilemme : S'ils choisissent une stratégie de type capitaliste, étatique ou pas, ils risquent de ne pouvoir sortir le Québec du sous-développement relatif dans lequel il se trouve vis-à-vis les grands blocs économiques et les entreprises multinationales. En ne décrochant pas du système capitaliste mondial, le Québec risque de s'y faire difficilement une place enviable au cours des prochaines années. Les places semblent en effet de plus en plus rares pour les petits pays qui arrivent en retard au rendez-vous de l'impérialisme. Par ailleurs, une stratégie purement socialiste de développement, optant pour une transformation radicale des structures de propriété, pourrait, vu notre situation géographique, nous faire affronter des difficultés semblables à celles vécues par Cuba, trop dépendant d'un monde socialiste qui n'est pas sans posséder lui aussi plusieurs des caractéristiques de l'impérialisme.

Ne compter que sur ses propres moyens signifierait-il alors pour le Québec bâtir une sorte de société qui se suffirait à elle-même du point de vue économique, sans dépendre du système mondial ? Cette voie apparaît aussi très difficile à concevoir et surtout à réaliser.

Le choix politique fondamental auquel les Québécois auront à faire face ces prochaines années apparaît donc de plus en plus inséré dans sa dimension économique véritable, qui ne peut être que continentale et internationale.

2 - Participation sans planification

[Retour à la table des matières](#)

Une deuxième contradiction potentielle court tout au long des textes ici présentés, c'est celle qui oppose planification et participation. Ces deux termes que bien des idéologies voudraient lier se retrouvent en fait bien souvent potentiellement opposés si l'on retrace l'histoire des expériences québécoises de ces dernières années.

Nos textes le montrent bien, le Québec est encore à la recherche d'un plan global de développement économique, social et culturel. Les diverses tentatives sectorielles esquissées dans les domaines de la santé, du bien-être et de l'éducation n'ont jamais trouvé la base économique ni la volonté politique qui leur auraient donné un sens dans un projet de développement, global par sa nature. Ceci est encore plus net depuis 1970 alors que le gouvernement Bourassa semble avoir définitivement abandonné les velléités de planification de ses prédécesseurs, mettant en veilleuse l'Office de planification et de développement du Québec et optant pour un capitalisme libéral de plus en plus dépendant des initiatives du gouvernement d'Ottawa ou des entreprises multinationales.

C'est au niveau régional cependant que les expériences de planification furent les plus nombreuses et les plus poussées. La plus caractéristique fut sans doute celle du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) autour de laquelle se sont succédés discours et controverses mais qui n'a pas encore fait l'objet d'une étude systématique. Ce plan de développement régional, élaboré avec la participation de la population, a vu sa réalisation compromise par l'absence d'interlocuteurs rodés aux techniques et à l'esprit de la planification, au niveau des divers ministères provinciaux, comme par la faiblesse politique des gouvernements québécois face au pouvoir central et aux entreprises, collaborateurs essentiels dans le modèle de planification prévu. L'expérience s'est donc soldée surtout par une rationalisation du secteur primaire (pêche, forêt, agriculture) sans création des activités dynamiques prévues (mines, tourisme et industrie) : il en résulta un exode accru de la population soulevant les mouvements de protestation que furent les Opérations Dignité.

À la suite de cet échec relatif, la méthode du B.A.E.Q. fut escamotée pour faire place aux missions régionales de planification, beaucoup plus modestes quant aux objectifs et aux moyens mis en oeuvre, mais aussi beaucoup moins

bien acceptées de la population, si l'on en juge par le texte du CERNOQ plus haut présenté. Par ailleurs, l'expérience du B.A.E.Q. devait enraciner ici le thème de la participation et le concept d'animation sociale : après 1966, les animateurs optèrent cependant pour un autre terrain d'application, les quartiers urbains, en particulier à Montréal. Ce fut alors l'expérience multiforme des comités de citoyens qui eut son apogée dans la constitution puis l'échec relatif du Front d'Action Politique (FRAP) lors des élections d'octobre 1970 à Montréal. La participation était ici valorisée par elle-même, sans aucune liaison avec les projets gouvernementaux. Les comités étaient créés soit en vue d'unir les citoyens autour d'objectifs partiels et bien déterminés, comme le montre le texte de Luc Martin et Robert Mayer, soit dans le but de mobiliser politiquement les travailleurs pour la transformation des structures politiques, dans le cas du FRAP et de ses Comités d'Action Politique, comme celui de Saint-Jacques dont nous publions une partie du manifeste.

Somme toute, le Québec des années soixante participa beaucoup, mais planifia peu. Insérée d'abord dans le système, l'animation sociale déboucha vite sur sa contestation et son rejet, à mesure qu'apparaissaient les limites des structures de consultation instituées au niveau québécois ou régional. La situation est maintenant beaucoup plus claire puisque plusieurs de ces organismes sont tombés en désuétude ou ont été intégrés à des structures de type plus bureaucratique, instaurées par le gouvernement pour gérer le domaine du bien-être ou de l'éducation : on pense immédiatement à Multi-Media ou aux nouveaux conseils régionaux et locaux chargés d'administrer les organismes de santé et de bien-être.

3 – Autogestion et lutte des classes

[Retour à la table des matières](#)

Au-delà de ces péripéties se dessine l'opposition de plus en plus nette dans les sociétés industrielles avancées, capitalistes ou socialistes, entre technocratie et cette réalité qu'on peut désigner du terme générique « d'autogestion » que nous avons essayé d'explicitier dans un article de la première partie. Beaucoup d'individus et de groupes s'aperçoivent de plus en plus que ni l'indépendance politique ni le développement économique ne changeront fondamentalement la vie si, durant les mêmes heures de travail, l'ouvrier ou le collet blanc continue à accomplir les mêmes gestes sous la direction de nouveaux patrons aussi autoritaires que les premiers. Pour eux, les développements récents de la science et de la technologie semblent permettre de songer au dépassement de ce véritable échec des pays socialistes durant leur

cinquante premières années d'existence, l'absence d'une véritable démocratie économique : loin d'être une utopie ancienne, valable avant tout pour le temps de l'artisanat, le thème de l'autogestion des travailleurs leur apparaît prendre une nouvelle actualité dans la société dite post-industrielle, présent à Paris en mai 1968, lors du printemps de Prague comme dans plusieurs manifestations de la nouvelle culture aux États-Unis. Pressenti dans plusieurs des textes de ce volume, ce thème est loin d'être aussi nettement structuré que les autres que nous avons pu précédemment dégager. D'abord simple objet de réflexion théorique, il devient de plus en plus partie de l'idéologie de beaucoup de ces groupes peu lié entre eux et sans projet politique précis qui voudraient que dans les bureaux, les usines, les quartiers, les écoles, les universités, etc., les travailleurs puissent décider de l'organisation de leur travail et des orientations de leur vie quotidienne.

Les tenants de l'autogestion font cependant face à une double opposition. D'une part les nouveaux technocrates issus de la révolution tranquille, qu'on retrouve aussi bien dans les gouvernements de Québec que d'Ottawa, n'ont que faire de ces structures qui pourraient remettre en cause leur pouvoir comme les priorités par eux définies pour l'ensemble des strates sociales, en vertu des seuls critères de modernisation et de rationalité. Presque tous les textes d'origine gouvernementale reproduits ici, même lorsqu'ils veulent définir une optique globale de développement, ne semblent pas échapper à ce biais technocratique, conscient ou pas.

Par ailleurs, pour beaucoup de forces dites de gauche, en particulier le mouvement syndical, il ne faut pas tomber dans l'utopie et croire que la création d'une sorte de société parallèle, basée sur l'autogestion des producteurs, des consommateurs, des chômeurs et des assistés sociaux, réussirait à faire tomber comme un fruit trop mûr le capitalisme québécois. Pour eux, la solution est d'abord politique et rien ne remplace encore l'État comme instrument de construction du socialisme puisqu'il est la seule institution capable de reprendre en mains une économie dominée : les manifestes de la F.T.Q. et de la C.S.N. représentent le mieux cette conception. Parmi les forces politiques et les groupes de pression importants, seul le Parti québécois semble avoir timidement pris conscience de ce thème dans certaines parties de son récent manifeste.

Au cours des douze dernières années, pour beaucoup de Québécois, leur société est devenue une société de classes dont l'affrontement devient à leurs yeux de plus en plus évident. Ceci va directement à l'encontre des positions de tous ceux qui, à un moment ou à un autre, firent partie de nos élites. La société québécoise francophone fut toujours considérée par ces idéologues comme un tout unanime, dont les seuls adversaires se distinguaient par leur langue plutôt que par leur position sociale ou économique. Ceci est aussi vrai au fond du Duplessisme que de *Cité Libre*, du *Devoir* que de Fernand Dumont ou de Gérard Fortin, de la Révolution tranquille que du Parti québécois. C'est toute la société québécoise qu'ont toujours voulu représenter nos élites nationales,

oubliant les conflits sociaux qui, pour les travailleurs, jalonnent la dure histoire de notre industrialisation.

Paradoxalement, en plus des groupuscules marxistes, c'est la centrale syndicale la plus authentiquement québécoise, la C.S.N., qui semble le premier organisme important à promouvoir, avec les remous que l'on sait, cette vision de l'histoire où le Québec devient le champ clos d'une lutte à finir entre travailleurs et capitalistes, où la Révolution tranquille et le mouvement indépendantiste n'apparaissent plus que comme des tentatives de la « petite bourgeoisie » pour enlever aux étrangers à son profit une partie de leur domination sur l'économie comme sur les travailleurs. Cette nouvelle idéologie, née surtout en milieu collet-blanc montréalais, semble s'imposer difficilement au travailleur d'usine, même militant, puisqu'elle semble avoir éloigné de la C.S.N. des groupes aussi importants que les mineurs d'Asbestos et les ouvriers de l'Alcan.

À ces débats et à ces expériences des dernières années que nous avons essayé d'illustrer ici à partir des rationalisations de leurs acteurs, quelle fut la participation réelle du peuple québécois ? Il est bien difficile de le dire mais il semble que le décalage culturel entre la masse et les diverses élites, de droite comme de gauche, soit encore loin d'être comblé. En quoi l'animation sociale a-t-elle vraiment transformé la vision du monde des habitants de l'Est du Québec ? La régionalisation scolaire fut-elle acceptée par l'ensemble des parents québécois ? Quelle fut l'influence réelle des manifestes de la C.E.Q. et de la C.S.N. sur leurs membres ? Jusqu'à quel point l'indépendantisme a-t-il touché le travailleur québécois qui vote P.Q. ? Voilà autant de questions qu'on peut se poser avant de croire à une transformation fondamentale de la société québécoise. Ayant perdu son encadrement clérical, elle semble pour le moment beaucoup plus disponible que mobilisée, plus encadrée par des mouvements terre-à-terre comme le secteur coopératif que par les grands projets politiques ou sociaux qui lui sont présentés. Personne ne semble encore avoir pu lui présenter la véritable synthèse de ses aspirations, enracinant dans la vie quotidienne ces concepts abstraits que demeurent pour beaucoup développement, indépendance et socialisme. Des phénomènes comme la montée créditiste, l'élection de 1966 et plus récemment la crise de la C.S.N. et l'échec relatif du Front commun intersyndical de la fonction publique semblent nous fournir des signes certains de cette disponibilité et de ses limites. Et pourtant, comme l'écrivait Pierre Vadeboncoeur, « Ce qu'il y a de nouveau pour nous dans le temps actuel, c'est que nous ne sommes plus portés par l'histoire et que, pleinement pour la première fois peut-être, nous aurons à décider de demeurer ou de partir ». ²

² Pierre Vadeboncoeur, *La dernière heure et la première*, Montréal, L'Hexagone / parti pris, 1970, page 57.

4 - Nouveaux défis

[Retour à la table des matières](#)

Et puis, en plus de ces problèmes lancinants que nous affrontons déjà, il en vient d'autres plus graves sans doute et qui, absents de ces textes et de nos préoccupations, pourraient bien s'imposer bientôt à nous avec une brutalité soudaine.

Depuis deux ou trois ans, à partir des problèmes de pollution croissante dans les agglomérations urbaines des pays industrialisés, une nouvelle conscience mondiale des problèmes écologiques apparaît. Présente dans de nombreux rapports, elle a trouvé récemment un appui scientifique non négligeable dans le travail préparé par une équipe du Massachusetts Institute of Technology, sous le titre significatif de « Halte à la croissance »³. Selon cette équipe, l'humanité s'en va vers une catastrophe si elle ne réduit pas à zéro la croissance de la population et de la production industrielle dont les produits devront cependant être distribués plus égalitairement entre les pays. Ces préoccupations sont reprises par des hommes politiques et des technocrates de plus en plus nombreux. Nous en retrouvons des échos dans le « Rapport du Sénat sur la politique scientifique canadienne », dit rapport Lamontagne, qui préconise un effort considérable de recherche dans les sciences biologiques et humaines pour la prochaine décennie, au détriment des sciences physico-chimiques plus orientées vers la production industrielle et la croissance économique⁴.

Ces considérations alarmistes sur les risques de surpopulation, l'épuisement des ressources naturelles et la pollution croissante des villes, d'où résulterait la nécessité de limiter de façon draconienne toute croissance économique future, manifestent cependant une réalité physique et psychologique beaucoup plus perceptible à Los Angeles et à Londres qu'à Pékin, Santiago ou Montréal. Malgré les critiques venues de l'intérieur même des États-Unis, c'est encore en effet leur modèle de société de consommation qui semble servir de norme à la majorité de la population québécoise. Si, comme on peut souvent le constater, nous sommes sous-développés du point de vue de la production, mais sur-développés du point de vue de la consommation, nous sommes mieux placés que bien d'autres nations pour orienter autrement notre développement puisque nous, nous vivons déjà les inconvénients de la société post-industrielle sans en posséder encore les avantages principaux. Pourquoi les

³ *Halte à la croissance*, Fayard, 1972.

⁴ *Une politique scientifique canadienne*. Rapport du Comité sénatorial de la politique scientifique, Ottawa. vol. I, 1971. Vol. II, 1972. Vol. III, 1973.

Québécois ne choisiraient-ils pas alors un nouveau modèle de développement économique et social qui remettrait totalement en question les stratégies courantes aussi bien du côté capitaliste que socialiste, toutes basées sur le développement continu de l'industrie secondaire et la croissance du produit national brut.

Ce serait peut-être cela compter sur nos propres moyens, inventer un socialisme québécois non productiviste à outrance, qui insisterait davantage sur la redistribution des biens et des services et la participation des travailleurs. Si le modèle productiviste nécessite la constitution de grands ensembles, un socialisme de ce type, qui accepterait une limitation concertée de la production et de la consommation, est à la portée des petits pays qui peuvent plus facilement le réaliser. Il va de soi qu'un tel modèle, même s'il ne fait pas la plus grande place à la croissance, implique cependant que l'économie soit contrôlée par l'État et l'ensemble de la population. Ces nouvelles perspectives seront cependant très difficiles à accepter même par les groupes dits de gauche qui continuent souvent à considérer le travail et le plein emploi comme des éléments fondamentaux de la société de l'avenir alors qu'il faut sans doute reviser ces postulats qui nous viennent du puritanisme et d'une période où la rareté des biens fondamentaux se faisait encore pleinement sentir partout.

Le modèle que nous venons de dessiner, si utopique qu'il paraisse à première vue, serait aussi beaucoup plus conforme à ces valeurs de la jeunesse et de la nouvelle culture, plutôt absentes de nos textes si l'on excepte le manifeste du C.A.P. St-Jacques. C'est le rapport Rioux sur l'enseignement des arts qui le premier au Québec a reconnu officiellement l'existence de ces nouveaux phénomènes dont toute stratégie de développement doit nécessairement tenir compte. L'engouement de ces groupes pour de nouveaux types de relations interpersonnelles, pour un rapprochement de la nature, pour de nouvelles formes de créativité, pour un égalitarisme non-compétitif, loin de constituer une simple mode, exprime l'émergence de valeurs qui pourraient bien devenir dominantes si nous acceptions le modèle de développement économique et social esquissé plus haut.

Les préoccupations de ceux qui vivent la nouvelle culture se rattachent aussi à celles des promoteurs de l'autogestion qui veulent faire du travail une activité libre de l'homme qui ne contribue plus à son aliénation. Déjà plusieurs organisations syndicales, dont une des grandes centrales ouvrières françaises, la C.F.D.T., ont fait de ce thème de l'autogestion une de leurs principales revendications.

Ce nouveau modèle global où se rejoindraient les inquiétudes écologiques des technocrates, les revendications autogestionnaires des travailleurs et les réalisations de la nouvelle culture pourrait être un des visages du Québec des années 80.

5 - Vers une sociologie du développement

[Retour à la table des matières](#)

Mais, d'ici à ce que se réalisent ou non les utopies que nous venons d'évoquer, les tâches ouvertes à une sociologie québécoise du développement demeurent énormes. Nous ne pourrions malheureusement qu'en esquisser ici quelques-unes, espérant que les contributions ici présentées pourront susciter de nouvelles recherches qui poussent plus loin les frontières de la science et de la pratique.

La première tâche de la sociologie du développement est sans doute d'approfondir l'étude de la domination économique du Québec dans une perspective beaucoup plus globale que celle qui nous a jusqu'ici été présentée par les économistes. Il nous faudrait reprendre pour le Québec ce qu'ont fait des auteurs comme Samir Amin⁵ pour les pays en voie de sous-développement du monde périphérique ou Watkins et Kari Levitt pour le Canada⁶. Si la dépendance du Canada vis-à-vis les États-Unis et leurs entreprises multinationales commence à être assez bien mesurée, celle du Québec est encore à asseoir sur une série de données recueillies spécifiquement à cette fin. Kari Levitt a bien montré comment, à travers une dépendance économique accrue, le Canada est devenu une filiale (branch-plant) américaine non seulement au niveau de ses entreprises industrielles mais encore de ses syndicats, de ses universités et de sa culture : il faudrait aussi mesurer dans cette perspective l'américanisation du Québec où l'économique ne peut finalement se dissocier du politique et du culturel. Peut-être pourrions nous au terme d'une investigation de ce type résoudre le différend entre ceux qui font du Québec un pays sous-développé au même titre que plusieurs de nos voisins du sud de l'Amérique et les autres qui en font déjà un des lieux privilégiés d'émergence de la société « post-industrielle ».

D'ailleurs cette analyse où l'économie retrouverait sa vraie place dans une vision globale du social nous permettrait peut-être de déboucher sur une analyse pertinente des classes sociales québécoises qui fait cruellement défaut et qui empêche le progrès de la sociologie dans bien des domaines. Nous ne

⁵ Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos - Paris et IFAN-DAKAR, 1970.

⁶ Kari Levitt, *La capitulation tranquille*. Réédition Québec. Montréal, 1972.
M. Watkins et alia, *Foreign Ownership and the structure of Canadian Industry*. Privy Council, février 1968.

possédons encore en ce domaine que des études partielles de mobilité sociale et de stratification ou de grandes fresques d'inspiration marxiste où la vision idéologique rejoint assez difficilement les sentiers plus modestes de l'empirie.

Les classes sociales au Québec doivent être analysées dans leur structure comme dans leur évolution, du point de vue objectif lié d'assez près à l'économie comme du point de vue plus subjectif de la conscience de classe et de ses manifestations. Contrairement au cas de la dépendance, le cadre théorique, marxiste ou non, est encore à élaborer pour une telle étude. Pourtant, encore là, l'étude de nos partis politiques, de nos groupes de pression et de leurs idéologies apparaîtrait sous un jour tout-à-fait nouveau si elle s'insérait dans un schéma bien élaboré de la structure de classe réelle de la société québécoise vue dans toute sa complexité et non sous forme d'un combat entre cowboys-bourgeois et Indiens-prolétaires. C'est aussi dans cette perspective qu'on pourrait mieux évaluer le mouvement indépendantiste québécois et son principal instrument politique, le Parti Québécois. S'il existe des classes sociales au Québec, elles ne sont pas les mêmes que dans l'Angleterre du dix-neuvième siècle ni que dans la Guinée de 1955 ou le Chili de 1972.

Une connaissance réelle de la structure économique de la société québécoise, des classes sociales dont elle favorise l'émergence et de son insertion dans le système mondial ne prendra tout son intérêt que lorsqu'elle nous permettra aussi d'évaluer les expériences de planification et de participation plus haut décrites, de les mieux intégrer dans une vaste politique de développement qui tiendrait aussi compte des dimensions nouvelles que nous avons dégagées et que nous pouvons ranger sous la rubrique de recherche d'une meilleure « qualité de vie ».

Les sociologues empiristes qui se préoccupent de planification dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie ont imaginé récemment, particulièrement aux États-Unis et en France, de construire, parallèlement aux indicateurs économiques utilisés depuis de nombreuses années, de nouveaux instruments de mesure quantitative du social qu'on nommerait « indicateurs sociaux ». Pour ces sociologues soucieux d'application de leur science, les indicateurs sociaux sont d'abord nécessaires pour tenter de nommer et de reconnaître l'impact de déterminismes sociaux sur les comportements des individus et sur les transformations des structures d'une société. Mais ils sont aussi un instrument de mesure indispensable pour définir et évaluer les politiques qui, en tentant d'infléchir ces dynamismes sociaux, deviennent un déterminant de plus dans le réseau des agents qui, par leurs efforts pour mettre en rapports un ensemble d'objectifs plus ou moins systématiquement recherchés et un système de moyens, façonnent le développement.

Considérés d'abord comme une sorte de nouveau gadget quantitatif des passionnés de la mesure sociale, ces « indicateurs sociaux » sont pourtant vite apparus comme pouvant servir dans plusieurs contextes, à condition de les faire émerger au terme d'un véritable processus de théorisation. Ce n'est en effet qu'en fonction d'un découpage préalable de la réalité, lui-même issu

d'une certaine conception de cette réalité, que les indicateurs « indiquent ». Par ailleurs, un ou plusieurs indicateurs isolés ne sauraient revêtir une signification adéquate : ce n'est que réunis en un ensemble structuré qu'ils peuvent vraiment faire parler la réalité.

Ainsi, dans le cas du Québec, les dimensions fondamentales que constituent notre situation de dépendance et la structure de nos classes sociales doivent être les schémas de base permettant de constituer des indicateurs sociaux qui pourraient assez bien s'adapter à la mesure de ces problèmes nouveaux qu'on peut ranger sous l'étiquette générique de « qualité de vie » ou de problèmes de l'environnement. Beaucoup de recherche devront, à la demande même des gouvernements, être entreprises en ce domaine par les sociologues ces prochaines années : il semble même qu'on doive leur accorder la priorité, si l'on en croit une source comme le Rapport Lamontagne. Ces recherches risqueraient d'être triviales et de ne jamais aller au fond des choses si n'existait pas pour les encadrer l'ensemble de travaux théoriques dont nous avons d'abord parlé. Il ne faudrait pas que les problèmes à la mode d'écologie et d'indicateurs sociaux ne soient que de nouvelles défroques de ce vieil « empirisme libéral », dénoncé d'abord par C. Wright Mills, un des grands sociologues américains de l'après-guerre, sous lequel peuvent si aisément se cacher tant de compromissions idéologiques.

Par ailleurs, il ne serait guère préférable qu'un nouvel engouement pour la théorie ou qu'une lecture trop dogmatique du marxisme laissent filer entre les doigts du chercheur phénomènes et réalités nouvelles qu'un auteur du dix-neuvième siècle, si génial qu'il ait été, ne pouvait ni pressentir ni analyser. Il nous paraît difficile de nous rallier d'emblée au philosophe Foucault lorsqu'il affirme que « l'homme n'est qu'une invention récente, une figure qui n'a pas deux siècles, un simple pli dans notre savoir, et qu'il disparaîtra dès que celui-ci aura trouvé une forme nouvelle »⁷. Sans doute une méconnaissance des structures fondamentales de l'esprit et de la société a laissé trop de place à ceux qui, partant des postulats fondamentaux du capitalisme, ont voulu donner une valeur absolue à la liberté de l'homme dans sa vie sociale, politique et personnelle. Les progrès de la sociologie et de la psychanalyse ont dissipé ces illusions en démontant les mécanismes réels qui les rendaient possibles.

Mais le fait de démonter ces mécanismes ne les rendrait-il pas moins contraignants, ne permettrait-il pas de les enrayer ou de les orienter autrement. En ce sens les utopies autogestionnaires des tenants de la nouvelle culture ne préluderaient-elles pas à une nouvelle floraison de la liberté et de la créativité, bien conscientes des cadres qui les enserment et ainsi plus aptes à les transformer. Nous avouons préférer cette tradition où l'on retrouve quand même des sociologues comme Marx, Gurvitch, Berque et Touraine, pour qui, à l'intérieur de limites bien arpentées, les individus, les classes et les peuples ont encore la possibilité de faire l'histoire.

⁷ Michel Foucault, *Les mots et les choses*, Gallimard, 1966, p. 15.